CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment

PLUS FORTS. ENSEMBLE.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2027



Faire le choix de l'artisanat du bâtiment

SEPTEMBRE 2026

LES PRIORITÉS des 62 000 artisans adhérents de la CAPEB

Les 62 000 adhérents de la CAPEB se sont exprimés pour fixer 12 priorités qui devront guider l'action en faveur de l'artisanat du bâtiment au cours des cinq prochaines années.

1. Alléger la fiscalité des indépendants et des TPE notamment en relevant le seuil du taux réduit d'Impôt sur les sociétés à 15 % jusqu'à 100 000 euros de bénéfices imposables.

2. Réduire drastiquement les charges administratives pesant sur l'activité et la gestion des entreprises artisanales du bâtiment afin de libérer du temps utile pour l'activité de l'entreprise.

3. Réduire la TVA à 5,5 % pour tous les travaux de rénovation afin de relancer la demande et ainsi soutenir l'activité de l'artisanat du bâtiment.

4. Lutter contre toutes les fraudes et les formes de concurrences déloyales qui participent à affaiblir le modèle de l'artisanat indépendant du bâtiment (lutte contre la sous-traitance en cascade, le travail dissimulé, etc).

5. Renforcer l'apprentissage comme voie d'accès principale aux métiers du bâtiment en diversifiant les parcours de formation et en concentrant les moyens d'accompagnement vers les TPE.

6. Faire de la rénovation énergétique des logements et des bâtiments une « Grande cause nationale » en mobilisant les financements privés et publics à la hauteur du défi à relever.

7. Encadrer le régime de la micro-entreprise dans le bâtiment afin qu'il retrouve sa vocation initiale d'outil simple et transitoire de création d'activité, sans fragiliser le modèle économique des entreprises artisanales ni porter atteinte à une concurrence loyale.

8. Réformer la REP Bâtiment pour garantir une reprise effective des déchets du bâtiment, sans frais pour les petits volumes et de proximité, en simplifiant le dispositif et en évitant que ses coûts et contraintes ne pèsent sur les entreprises artisanales.

9. Adapter les politiques sociales et de l'emploi aux spécificités des TPE du bâtiment en valorisant le travail, en préservant un système de retraite par répartition durable, en consolidant les acquis obtenus pour les dirigeants des entreprises artisanales.

10. Accompagner et faciliter la transmission des entreprises artisanales du bâtiment afin de répondre au défi du renouvellement des générations, de préserver les savoir-faire et de maintenir un tissu d'entreprises de proximité sur l'ensemble du territoire.

11. Garantir aux entreprises artisanales du bâtiment leur juste représentation dans le dialogue social afin d'assurer des mesures adaptées à leur réalité.

12. Relancer la construction de maisons individuelles de qualité par les artisans du bâtiment en créant un « contrat de construction de maison artisanale », simplifié et sécurisé, afin de faciliter l'acte de construire tant pour les particuliers que pour les entreprises artisanales.

CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment

PLUS FORTS. ENSEMBLE.

Faire le choix de l'artisanat du bâtiment

Candidates, candidats, faites le choix de l'artisanat du bâtiment !

Lors de l'élection présidentielle de 2027, faites le choix clair et résolu de l'économie de proximité, de l'emploi local, des compétences et des savoir-faire. Faites le choix des plus de 500 000 entreprises artisanales du bâtiment qui emploient plus de 541 200 salariés et 59 200 jeunes apprentis.

Depuis plusieurs années, elles affrontent une succession de crises, une baisse durable de leur activité, une instabilité permanente des dispositifs publics et une accumulation de normes et de contraintes qui pèsent chaque jour davantage sur les chefs d'entreprise.

Pourtant, partout en France, les artisans du bâtiment sont indispensables et continuent d'agir. Ils construisent, rénovent et entretiennent nos logements. Ils adaptent nos bâtiments au changement climatique et au vieillissement de la population. Ils forment des jeunes, créent des emplois, transmettent leurs savoir-faire, s'engagent dans la vie citoyenne et font vivre nos territoires.

La France a besoin de ses entreprises artisanales. Elle doit désormais leur donner les moyens d'agir.

C'est le sens de ce manifeste.

Il est d'abord le fruit de la parole de nos 62 000 adhérents. Il porte leurs réalités, leurs attentes et leurs priorités. Il traduit aussi une conviction profonde de la CAPEB : les politiques publiques ne peuvent plus être pensées sans ceux qui devront concrètement les mettre en œuvre sur le terrain.

Nous voulons que les TPE puissent accéder pleinement aux marchés et se développer dans des conditions de concurrence loyale. Que l'on simplifie réellement la vie des chefs d'entreprise et que la fiscalité soit plus juste. Que la France investisse durablement dans le logement et la rénovation. Que l'apprentissage, les compétences et la transmission de nos entreprises deviennent des priorités. Et que la transition écologique s'appuie enfin sur celles et ceux qui peuvent la concrétiser : les centaines de milliers d'artisans présents et engagés dans tous les territoires.

L'avenir du secteur du bâtiment ne peut pas se décider sans les entreprises artisanales. Il doit se construire avec elles.

La CAPEB sera toujours au rendez-vous pour porter cette ambition avec force et détermination.

Parce que derrière chacune de nos entreprises, il y a des femmes et des hommes, des emplois, des familles, des compétences et un territoire.

Parce que défendre l'artisanat du bâtiment, c'est défendre un modèle d'entreprise de proximité profondément utile à notre pays.

En 2027, faites enfin le choix de l'artisanat du bâtiment !



Jean-Christophe REPON
Président de la CAPEB

Agir pour libérer et renforcer les TPE du bâtiment

P.7

1. **REPRÉSENTATIVITÉ :** reconnaître la place légitime des TPE du bâtiment dans le dialogue social — **8**
2. **FISCALITÉ :** instaurer un cadre fiscal plus juste et plus favorable au développement des entreprises artisanales du bâtiment — **9**
3. **SIMPLIFICATION :** engager un choc de simplification en faveur de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment — **10**
4. **PROTECTION SOCIALE ET EMPLOI :** adapter les politiques sociales et de l'emploi aux spécificités des TPE du bâtiment — **11**
5. **COMPÉTENCES ET FORMATION :** investir dans l'apprentissage et la reconversion, première voie d'accès aux métiers du bâtiment et développer les compétences tout au long de la vie — **12**
6. **CLIMAT ET RÉSILIENCE :** protéger les entreprises artisanales et garantir la continuité de leur activité face aux aléas climatiques — **14**
7. **EUROPE :** établir un cadre européen favorable au développement des entreprises artisanales du bâtiment françaises — **15**

Répondre aux défis du pays en mobilisant l'artisanat du bâtiment

P.17

1. **RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE :** ériger la rénovation énergétique en grande cause nationale — **18**
2. **LOGEMENT :** relancer une politique ambitieuse du logement en s'appuyant sur les artisans du bâtiment — **20**
3. **AUTONOMIE :** répondre au vieillissement de la population et au handicap par un plan national de massification des travaux d'adaptation des logements — **21**
4. **ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :** adapter le bâti en mobilisant les entreprises artisanales du bâtiment — **22**
5. **EMPLOI :** relever le défi du plein emploi au regard des enjeux de transition écologique et démographique en mobilisant les TPE du bâtiment, leur capacité à créer des emplois locaux, durables et non délocalisables — **24**
6. **PATRIMOINE :** garantir durablement l'entretien et la restauration du patrimoine en valorisant les savoir-faire des artisans locaux — **25**
7. **TERRITOIRES ET PROXIMITÉ :** soutenir le développement local des territoires en associant les entreprises artisanales — **26**
8. **JEUNESSE ET TRANSMISSION :** bâtir une politique ambitieuse des compétences en phase avec les besoins de l'économie grâce à l'artisanat du bâtiment — **28**

Chiffres et conjoncture de l'artisanat du bâtiment

P.30

1. La force des entreprises artisanales du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés — **31**
2. L'activité des TPE du bâtiment au 2e trimestre 2026 dans votre région — **32**
3. La CAPEB : l'organisation patronale représentative des entreprises artisanales du bâtiment — **35**
4. La CAPEB : la force d'un réseau de proximité — **35**

Agir pour libérer et renforcer les TPE du bâtiment

01 REPRÉSENTATIVITÉ : reconnaître la place légitime des TPE du bâtiment dans le dialogue social

Les entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés représentent :

96%
des entreprises du secteur

541 200
salariés soit près de la moitié des salariés du bâtiment

124 200
entrées effectives en 2025

47%
du chiffre d'affaires du secteur du bâtiment, soit près de 100 milliards d'euros

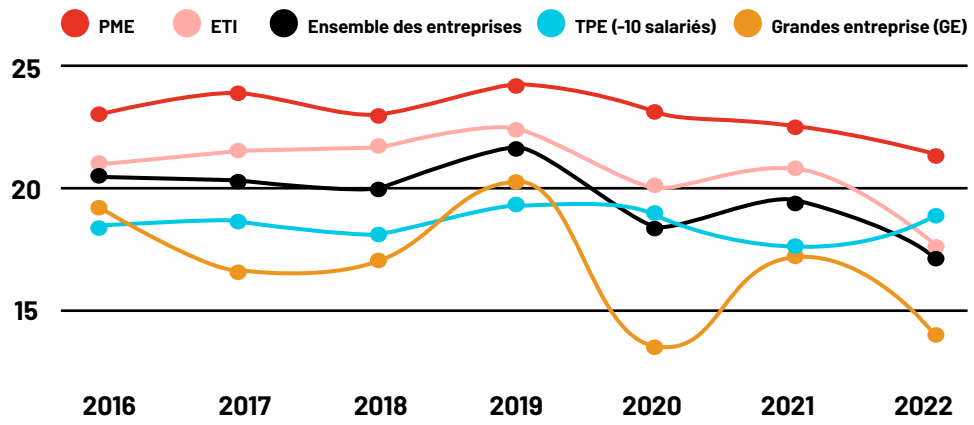
Réformer les règles de représentativité patronale afin de mieux prendre en compte le poids économique des TPE dans le dialogue social et ainsi prendre des mesures adaptées à leurs réalités. 96 % des entreprises du secteur sont des TPE.

1. Garantir un équilibre entre le nombre d'entreprises et le nombre de salariés représentés, en faisant reposer la représentativité à parts égales sur ces deux critères (50 % / 50 %). Les TPE du bâtiment, largement majoritaires en nombre mais de plus petite taille en termes d'effectifs, verraient ainsi leur poids mieux reconnu.
2. Réformer le droit d'opposition afin qu'il repose lui aussi sur ce double critère, garantissant que les accords ne puissent être bloqués ou validés sans une représentation équilibrée des entreprises et des salariés.
3. Mettre fin à la multi-comptabilisation d'une même entreprise, afin qu'une entreprise ne puisse être comptée plusieurs fois dans les effectifs déclarés des organisations professionnelles, ce qui fausse aujourd'hui la mesure de leur représentativité.
4. Renforcer la transparence des décisions de l'État en publiant, dans les arrêtés de représentativité, non seulement la part des salariés représentés, mais également le pourcentage d'entreprises adhérentes représentées par chaque organisation.
5. Adapter et simplifier le cadre de négociation à la réalité du bâtiment composé majoritairement de TPE, en supprimant les quatre périmètres catégoriels instaurés en 2025 au profit de deux périmètres de négociation au niveau de l'entreprise : jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés.

02 FISCALITÉ : instaurer un cadre fiscal plus juste et plus favorable au développement des entreprises artisanales du bâtiment

Les TPE subissent un poids de la fiscalité plus lourd que la moyenne de l'ensemble des entreprises.

Taux d'imposition effectif par taille d'entreprise (en % du résultat fiscal)



Source : INSEE, Analyses, septembre 2025.
« Une inéquité fiscale nette et documentée au détriment des TPE-PME »

6. Alléger la fiscalité des indépendants et des TPE notamment en relevant le seuil du taux réduit d'Impôt sur les sociétés à 15 %, jusqu'à 100 000 euros de bénéfices imposables contre 42 500 euros actuellement.

7. Rétablir une concurrence équitable par la TVA dans le secteur du bâtiment en abaissant le seuil de franchise de TVA à 25 000 euros.

8. Instaurer un « Bouclier revenu des indépendants » : aucune réforme fiscale, sociale ou administrative ne pourra être adoptée sans mesurer au préalable son impact sur le revenu net des chefs d'entreprise artisanale et des TPE occupant jusqu'à 10 salariés.

9. Augmenter l'abattement du Pacte Dutreil pour la transmission d'entreprise en zone rurale et en quartier prioritaire, et exonérer de CFE et de cotisations sociales patronales les trois premières années qui suivent cette reprise.



03 SIMPLIFICATION : engager un choc de simplification en faveur de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment

Selon le Baromètre ArtiSanté 2025 :
LE POIDS DES CHARGES ADMINISTRATIVES est la

3E CAUSE DE STRESS

des chefs d'entreprise de TPE du bâtiment,

EN HAUSSE DE +2 POINTS EN 2025

10. Généraliser le principe du « dites-le nous une fois » afin que toute information ou pièce déjà fournie à une administration ou à un organisme public (qualification, attestations, données sociales ou fiscales, etc.) soit automatiquement reprise pour l'ensemble des démarches administratives, sans nouvelle sollicitation de l'entreprise.

11. Simplifier drastiquement la création d'entreprise dans le cadre d'un parcours simple, lisible et sécurisé, reposant sur un guichet unique, un accès facilité aux informations et aux financements et un accompagnement préalable adapté en rétablissant notamment le stage de préparation à l'installation réalisé par les Chambres de métiers et de l'artisanat.

12. Appliquer strictement le Test TPE adopté par la Parlement avant toute prise de décision des pouvoirs publics pouvant impacter la vie et l'activité des TPE du bâtiment.

13. Faire de la transmission d'entreprise un parcours simple, rapide et sécurisé pour le cédant et le repreneur en supprimant les obstacles administratifs, juridiques et financiers, et en créant un fonds national d'amorçage pour la reprise afin de répondre aux premiers besoins de financements du projet. L'objectif est de préserver les entreprises, les emplois de proximité et les savoir-faire des entreprises du bâtiment.

14. Proposer des outils simples et accessibles pour accompagner les TPE dans la mise en œuvre de la facturation électronique, adaptés aux besoins des entreprises artisanales du secteur de la construction. Un accompagnement renforcé et de proximité doit être assuré afin d'éviter tout surcoût, toute complexité supplémentaire et tout risque de décrochage numérique.

15. Harmoniser l'ensemble des contrôles des entreprises artisanales du bâtiment entre les dispositifs d'aides à la rénovation énergétique MaPrimeRénov' et CEE, en ce qui concerne les critères techniques et les modalités de mise en œuvre de ces contrôles.

16. Simplifier les obligations en matière de formation à la santé et à la sécurité au travail en tenant compte de l'évaluation effective des compétences et des besoins des salariés, notamment en permettant de faire évoluer la durée des formations et le caractère non systématique de leur renouvellement.

17. Faciliter la gestion des déchets du bâtiment par les entreprises artisanales en réformant le dispositif de reprise des déchets (Responsabilité Élargie du Producteur pour les Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment - PMCB) afin d'établir un maillage des points de collecte opérationnel et efficace sur le territoire (rayon de 15 minutes de transport) et une reprise sans frais des petits volumes jusqu'à 3 mètres cubes dans les points de collecte.



04 PROTECTION SOCIALE ET EMPLOI : adapter les politiques sociales et de l'emploi aux spécificités des TPE du bâtiment



Défendre un système de retraite par répartition garantissant les progrès sociaux obtenus pour les artisans du bâtiment.

18. Maintenir le système de retraite par répartition comme pilier de la solidarité entre générations et assurer que toute réforme concerne l'ensemble des régimes.

19. Garantir qu'aucune réforme n'entraîne une augmentation du coût du travail ni des cotisations pesant sur les entreprises et les travailleurs indépendants.

20. Maintenir et améliorer les dispositifs de départs anticipés (carrières longues, C2P, handicap, invalidité, incapacité permanente) sans relever les âges ni augmenter les cotisations.

21. Sécuriser les fins de carrière par un accompagnement renforcé, permettant une transition progressive entre emploi et retraite, en particulier dans les TPE.

22. Reconnaître l'usure professionnelle comme un enjeu d'intérêt général, sans pénaliser financièrement les entreprises ni stigmatiser les branches professionnelles et les salariés.

23. Faciliter le cumul emploi-retraite en rétablissant le cumul intégral des droits retraite avec les revenus tirés de la nouvelle activité dès l'âge légal de départ à la retraite (64 ans).

Encadrer le régime micro social - micro fiscal dans le bâtiment.

Repères

- **3 immatriculations sur 5 se font sous le régime micro à fin 2024**
- **En décembre 2025 leur nombre progresse de 4,0 % sur un an et pourrait atteindre + 5,6 %**
- **Dans Le BTP, les auto-entrepreneurs présentaient des hausses de l'ordre de 3 à 4 % fin 2024**

L'Urssaf caisse nationale, estime le taux de cotisations éludées des auto-entrepreneurs à plus de 20% représentant plusieurs milliards d'euros.

24. Garantir la pérennité du modèle économique de l'entreprise artisanale du bâtiment et restaurer une concurrence loyale.

25. Limiter la durée d'accès au régime micro à deux années maximum, en positionnant clairement ce régime comme une phase transitoire de création d'entreprise, et en accompagnant ces entreprises vers un régime fiscal et social de droit commun.

26. Prévoir des dérogations encadrées du régime micro pour les fins de carrière, notamment dans le cadre de la retraite progressive et du cumul emploi retraite.

27. Poursuivre le travail de mise à jour avec l'État des outils fiscaux et sociaux pour permettre aux entrepreneurs d'anticiper l'impact réel de ce régime.

28. Réintroduire un dispositif d'accompagnement à la transformation/création / transmission reprise sur la base d'un référentiel national et d'un financement dédié.

Faire de la prévention en santé et sécurité au travail une priorité.

29. Maintenir et renforcer la priorité d'accès des TPE aux financements dédiés à la prévention des risques et à la lutte contre l'usure professionnels, notamment en reconduisant le dispositif FIPU (tel que visé par la Loi de 2023.

30. Reconnaître l'usure professionnelle comme un enjeu d'intérêt général, sans pénaliser financièrement les entreprises ni stigmatiser les branches professionnelles et les salariés.

31. Intégrer dans la loi le principe de mutualisation des indemnités de licenciement pour inaptitude pour lever les freins à l'embauche des salariés de 55 ans et plus tel que fixé dans l'accord national interprofessionnel du 23 avril 2024.

Lutter contre toute forme de concurrence sociale déloyale qui fragilise les entreprises vertueuses, précarise les travailleurs et affaiblit le système de protection sociale.

32. Lutter contre la sous-traitance en cascade qui met en péril la viabilité économique des TPE, la qualité des travaux, la sécurité des salariés et accroît le travail dissimulé en limitant à 2 rangs la sous-traitance pour les marchés de travaux.

33. Renforcer les contrôles portant sur les qualifications professionnelles et les formations obligatoires pour l'exercice des métiers du bâtiment.

34. Renforcer la lutte contre le travail dissimulé et les pratiques favorisées par certaines plateformes numériques.

Respecter l'organisation des entreprises et les choix mutuels du dirigeant d'entreprise et de leur conjoint.

35. Pérenniser le statut du conjoint-collaborateur pour les conjoints nés avant le 1er janvier 1970.

05 COMPÉTENCES ET FORMATION : investir dans l'apprentissage et la reconversion, première voie d'accès aux métiers du bâtiment et développer les compétences tout au long de la vie

≈ 60 000

apprentis formés par les TPE du bâtiment en 2025

62 % des apprentis du bâtiment sont formés dans les entreprises artisanales

60 % au niveau CAP

60%

des chefs d'entreprises artisanales du bâtiment interrogés n'auraient pas recruté d'apprentis sans accompagnement financier

-8%

d'embauches d'apprentis à la rentrée 2026-2027 en CAP

70%

des apprentis ont un emploi salarié 12 mois après la sortie contre 46 % pour les élèves

53% sont mineurs contre 20 ans en moyenne au niveau national tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus

Reconnaître l'apprentissage comme voie privilégiée d'accès aux métiers du bâtiment et adapter les parcours de formation.

36. Sécuriser et accompagner l'acquisition des compétences à l'issue des formations en lycée professionnel en diversifiant les parcours d'accès aux métiers par une étape systématique en apprentissage en fin de parcours.

37. Sécuriser les parcours des formations des apprentis de niveau infra 4 en renforçant l'acquisition des compétences fondamentales à leur intégration professionnelle.

Conforter le rôle fondamental des entreprises artisanales du bâtiment dans la formation des apprentis.

38. Garantir la pérennité de la gratuité des formations en Organisme de Formation par apprentissage pour les TPE formatrices en assurant l'absence de reste à charge pour les entreprises.

39. Cibler prioritairement les aides financières vers les TPE jusqu'à 10 salariés, et plus largement les entreprises jusqu'à 50 salariés, quel que soit le diplôme préparé afin de soutenir celles qui en ont le plus besoin.

Faciliter et encourager les reconversions vers les TPE du bâtiment.

40. Simplifier et mieux articuler les dispositifs de reconversion professionnelle existants pour optimiser les financements et leur mise en œuvre (formation professionnelle, CPF, demandeurs d'emploi et transitions professionnelles) afin d'accompagner les besoins des entreprises en recrutement. Les transitions professionnelles exigent d'adapter les compétences en continu et d'édifier des passerelles entre secteurs d'activité.

41. Promouvoir l'alternance pour l'acquisition des compétences professionnelles dans le cadre des reconversions afin d'assurer leur réussite vers les métiers des entreprises artisanales du bâtiment.

42. Accompagner les entreprises artisanales du bâtiment dans la gestion des ressources humaines.

43. Mettre en place des dispositifs adaptés et régulés permettant le développement des compétences des créateurs et nouveaux chefs d'entreprises.

Garantir l'acquisition des compétences tout au long de la vie professionnelle et favoriser la transmission des savoir-faire, au cœur du modèle des entreprises artisanales.

44. Favoriser l'accès des salariés des TPE aux formations (financement, accompagnement, conseil…)

45. Reconnaître l'importance stratégique et opérationnelle des organismes paritaires sectoriels en charge de l'enseignement professionnel et du développement des compétences : Renforcer les outils de Branche (OPCO, FAF, CCCA-BTP) pour construire et déployer des services spécifiquement adaptés aux entreprises artisanales du bâtiment afin d'augmenter significativement le nombre de salariés et de chefs d'entreprises formés et dont les compétences répondent aux enjeux économiques et d'adaptation aux grandes transitions (numérique, écologique, technologique, démographique…)

46. Moderniser la réglementation sur les formations obligatoires en déplaçant l'obligation de formation vers une preuve de la compétence : l'évaluation de la compétence plutôt que la participation à des stages obligatoires, coûteux et souvent sans réelle valeur ajoutée.

47. Encourager la reconnaissance des compétences acquises et prouvées en situation de travail, notamment par des dispositifs d'évaluation et de certification mieux articulés avec l'activité réelle, pour favoriser l'employabilité, les évolutions professionnelles et la fidélisation dans l'emploi.

48. Soutenir l'innovation pédagogique pour des dispositifs plus adaptés aux contraintes des entreprises artisanales.

06 CLIMAT ET RÉSILIENCE : protéger les entreprises artisanales et garantir la continuité de leur activité face aux aléas climatiques

5 MILLIARDS €
DE COÛTS DE SINISTRALITÉ

en France induits par les aléas climatiques en 2025. La fréquence des sinistres a été multipliée par 4 depuis 2015.

Selon un sondage de la CAPEB sur l'impact des aléas climatiques sur les TPE du bâtiment :

- **91 % des entreprises interrogées déclarent être exposées aux épisodes de chaleur ou de canicule et 60 % aux fortes précipitations ou aux inondations.**
- **Les aléas climatiques entraînent des retards de chantier pour 58 % des entreprises, conduisent 55 % d'entre elles à adapter leurs horaires et constituent une source de stress pour 62 % des chefs d'entreprise.**

49. Accompagner les entreprises artisanales face aux aléas climatiques pour faire évoluer durablement leurs pratiques, compétences et organisations afin de réduire leur vulnérabilité et assurer la continuité d'activité.



50. Soutenir l'accélération de l'électrification des véhicules des TPE du bâtiment par : le soutien à l'acquisition des véhicules adaptés et à l'installation de borne de recharge, à la facilitation du leasing et du rétrofit des véhicules, à l'autorisation de conduire avec un permis B un véhicule utilitaire léger jusqu'à 4,5 tonnes contre 3,5 tonnes actuellement afin de prendre en compte la hausse du poids des véhicules et la nécessité de maintenir une charge utile adaptée aux professionnels du bâtiment.

51. Renforcer et adapter les dispositifs d'urgence pour les TPE du bâtiment face aux événements extrêmes qui impactent leur activité, qui se multiplient et s'amplifient (inondations, tempêtes, feux, canicules, etc) : organisation du travail, activité partielle, mobilisation de soutiens financiers, mesures de sécurité.

07 EUROPE : établir un cadre européen favorable au développement des entreprises artisanales du bâtiment françaises

Logement :

52. Faire de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité européenne en mobilisant des financements dédiés à la hauteur des enjeux venant soutenir les efforts engagés au niveau national.

53. Intégrer des mesures visant à améliorer le confort d'été dans le futur cadre européen pour la résilience au changement climatique et le plan européen de lutte contre les vagues de chaleur.

Marchés publics :

Disposer d'un droit de la commande publique adapté aux spécificités des TPE grâce notamment à la proposition de règlement sur les marchés publics et les concessions.

54. Intégrer les principes « dites-le nous une fois » (éviter aux entreprises de fournir des documents ou attestations déjà fournis à l'administration), « pensez petit d'abord ».

55. Limiter la sous-traitance à 2 rangs pour les marchés de travaux afin de protéger le modèle économique des TPE, la qualité des travaux et la sécurité des travailleurs.

56. Faire de la proximité géographique des TPE du bâtiment un atout pour répondre aux critères de décarbonation des marchés.

57. Réserver obligatoirement un accès direct aux entreprises artisanales locales du bâtiment au minimum de 30 % du montant prévisionnel des travaux prévus.

Faciliter l'accès des TPE de proximité à la commande publique.

58. Limiter à 100 000 euros le seuil européen des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence.

Emploi et Protection sociale :

59. Limiter strictement le détachement temporaire de travailleurs pour éviter qu'il ne devienne un outil de concurrence déloyale et imposer une égalité de traitement entre travailleurs détachés et travailleurs nationaux (salaires, cotisations sociales, conditions de travail).

60. Prendre en compte les spécificités de l'artisanat dans l'acte législatif attendu sur les emplois de qualité.

61. Faciliter la circulation des documents de sécurité sociale des travailleurs dans le cadre du règlement établissant un passeport social européen.

62. Faciliter la circulation des documents de sécurité sociale des travailleurs via une plateforme européenne unique et de manière concomitante mettre en place un contrôle renforcé de ces documents dans le cadre du règlement établissant un passeport social européen et renforcer la durée d'affiliation dans le pays européen d'origine pour les salariés détachés.

Compétences et Formation :

63. Faire de l'apprentissage une voie d'excellence pour répondre aux besoins en compétences des entreprises artisanales, favoriser l'insertion professionnelle et assurer le renouvellement des générations dans le secteur.

64. Promouvoir un cadre financier pluriannuel 2028 – 2034 ambitieux pour les TPE. Mobiliser notamment le Fonds social européen (FSE+) sur des programmes répondant aux besoins des artisans du bâtiment, notamment en matière de formation initiale, de montée en compétences, de reconversion professionnelle et d'attractivité des métiers.

65. Favoriser la mobilité européenne des apprentis.

66. Tenir compte des spécificités des entreprises artisanales du bâtiment françaises dans le paquet « mobilité équitable », notamment dans le cadre de la numérisation des procédures et de la reconnaissance des qualifications (y compris de pays tiers) fondée sur une équivalence réelle des compétences.

Le Saviez-vous ?

La CAPEB porte la voix des artisans au niveau européen en tant que membre de l'organisation European Builders Confederation (EBC) réunissant 21 organisations de 16 pays différents et dont elle assure la présidence depuis juin 2025.



Répondre aux défis du pays en mobilisant l'artisanat du bâtiment

01 RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : ériger la rénovation énergétique en grande cause nationale

L'ensemble du parc de logement existant devra être progressivement rénové pour atteindre la neutralité carbone en 2050.
Le nombre de jours de vagues de chaleur a doublé en seulement dix ans : 71 jours sur la période 2006-2015 à 144 jours sur la période 2016-2025.

3,9 MILLIONS

de résidences principales sont des passoires énergétiques (DPE F ou G), soit 12,7 % du parc. 5,4 millions de passoires énergétiques, si l'on inclut l'ensemble des logements (résidences secondaires et logements vacants).

La France doit multiplier par près de dix le rythme des rénovations performantes pour atteindre ses objectifs climatiques.

380 MILLIONS DE M²

le parc tertiaire public, dont environ 280 millions de m² appartiennent aux collectivités territoriales.

50%

du parc des collectivités est composé de bâtiments scolaires.

600 000 À 900 000 RÉNOVATIONS ÉNERGÉTIQUES

performantes de logement sont nécessaires par an.
Seulement 120 000 ont été réalisées en 2025.

Débloquer et généraliser les financements privés à la rénovation énergétique.

67. Renforcer la mobilisation du secteur bancaire en soutenant le développement d'offres intégrées pour aider à financer le reste à charge des ménages en lien avec les artisans du bâtiment, en proposant des avances de trésorerie pour les ménages modestes et très modestes, en dynamisant l'Eco-PTZ, et en concrétisant le projet de Banque de la rénovation.

68. Mobiliser l'épargne réglementée : élargir les usages du Livret A et du LDDS au financement de projets portés par les artisans et TPE du bâtiment intégrant des gains énergétiques et carbone.

69. Créer un PGE Habitat / PGE-TH : proposer un prêt garanti par l'État, jusqu'à 100 000 €, sur 10 à 20 ans, à taux préférentiel, pour financer rénovation énergétique et construction performante. Adosser ce prêt à un fonds d'investissement dédié (FIHD).

70. Créer un Fonds d'Investissement pour l'Habitat Durable (FIHD) alimenté via l'assurance-vie, le LDDS et les obligations vertes, afin de refinancer les prêts et d'orienter l'épargne privée vers les chantiers réalisés par les artisans.

71. Réactiver le levier familial pour l'accession et les travaux de rénovation énergétique : rétablir l'exonération des dons familiaux pour l'acquisition et la rénovation énergétique de la résidence principale, avec un abattement porté de 100 000 euros à 150 000 euros.

Sécuriser et simplifier drastiquement les dispositifs de financements publics à la rénovation énergétique.

72. Rétablir des dispositifs d'accompagnement ambitieux et drastiquement simplifiés tels que MaPrimeRénov', CEE, Fonds Vert, Action Cœur de Ville et autres aides utiles à la rénovation énergétique, intégrant l'ensemble des gestes de rénovation essentiels à une rénovation performante.

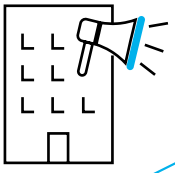
73. Lancer et promouvoir un parcours aidé de rénovation énergétique par étapes, financé en plusieurs années et adapté à la réalité des particuliers et des professionnels avec la réalisation de gestes successifs bonifiés dans un parcours de travaux de 5 ans afin d'atteindre une rénovation énergétique complète.

74. Établir une base de données nationale des demandes d'aides à la rénovation énergétique et des chantiers aidés, intégrant les données de la base nationale des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement), afin de faciliter des contrôles et lutter plus efficacement contre les fraudes.

« Réflexe TPE » dans la conception des dispositifs de rénovation énergétique.

75. Adapter les dispositifs de rénovation énergétique aux réalités des entreprises artisanales dont la mobilisation est indispensable à la massification des travaux. Seules les plus de 500 000 TPE du bâtiment, 96 % des entreprises du secteur, ont la capacité de massifier les travaux de rénovation énergétique sur tout le territoire.

02 LOGEMENT : relancer une politique ambitieuse du logement en s'appuyant sur les artisans du bâtiment



Engager une politique du logement ambitieuse.

76. Concilier sobriété foncière, exigences environnementales et réponse aux besoins des territoires, en articulant la construction de logements neufs et la réhabilitation des logements vacants et vétustes.

Relancer un cadre fiscal incitatif.

77. Établir une fiscalité incitative de relance en appliquant temporairement une TVA réduite sur l'ensemble des travaux de rénovation à 5,5 %.

78. Étendre le PTZ : relever les plafonds de revenus, augmenter le montant et la quotité finançable, simplifier les démarches et accélérer les versements.

79. Inciter les établissements financiers à distribuer ces prêts : prévoir des incitations fiscales pour les acteurs bancaires qui soutiennent ces financements.

80. Alléger le coût fiscal de la densification du bâti : généraliser l'exonération temporaire de taxe foncière en zone tendue et réduire la taxe d'aménagement en cas de surélévation créant de la surface.

81. Faire de la réhabilitation un investissement plus attractif : pérenniser et élargir le dispositif Denormandie au-delà de 2026 à tous les types de réhabilitation, pas uniquement aux opérations liées à la performance énergétique ou à l'augmentation de surface.

82. Inciter à la reconversion du bâti vacant : créer une taxe sur les bureaux vacants pour favoriser leur remise sur le marché ou leur transformation.

83. Favoriser la mobilisation du foncier : alléger la fiscalité de la division parcellaire et envisager une exonération de taxe sur les plus-values foncières dans certaines zones ciblées.

Simplifier les normes et accélérer les délais de construction.

84. Repenser le PLUi : planifier la construction et la transformation du bâti à l'échelle intercommunale.

85. Récompenser la proximité et les démarches responsables : instaurer un avantage fiscal pour les travaux réalisés par des entreprises de proximité engagées dans une démarche RSE.

86. Assouplir les plans locaux d'urbanismes et les zonages fonctionnels.

Permettre aux TPE locales d'accéder pleinement au marché de la construction de maisons individuelles.

87. Instaurer un CCMA - contrat de construction de maison artisanale - afin d'encadrer et simplifier l'acte de construire pour les chefs d'entreprise tout en garantissant la protection du maître d'ouvrage.

Faciliter la création de Groupements Momentanés d'Entreprises.

88. Supprimer la solidarité juridique en cas de cotraitance dans les marchés privés de travaux jusqu'à 100 000 euros HT notamment, afin de faciliter les offres globales de travaux des entreprises artisanales du bâtiment

Intégrer les entreprises artisanales du bâtiment dans le développement de la construction hors site.

89. Ne pas considérer le mode de construction hors-site seulement comme une solution industrielle ni l'opposer à la construction traditionnelle « sur chantier ».

03 AUTONOMIE : répondre au vieillissement de la population et au handicap par un plan national de massification des travaux d'adaptation des logements

21 MILLIONS

de Français auront plus de 60 ans en 2030. Seulement 6 % des logements sont aujourd'hui adaptés au vieillissement.

135 000

hospitalisations et 10 000 décès chaque année sont liés aux chutes à domicile.

90%

des seniors souhaitent vivre le plus longtemps possible dans leur logement (IFOP, 2023).

90. Définir un parcours de travaux d'adaptation des logements au vieillissement démographique et au handicap, et y associer un crédit d'impôt pour les particuliers ne bénéficiant pas des dispositifs d'accompagnement existants.

91. Lancer une grande campagne de prévention et de sensibilisation du grand public sur l'importance d'adapter le logement afin de prévenir les risques liés au vieillissement et à la perte d'autonomie.

92. Accompagner la structuration du marché, notamment en renforçant les compétences des assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) intervenant dans l'adaptation des logements au vieillissement.

93. Instaurer une procédure d'urgence afin d'accélérer la réalisation de travaux d'adaptation, dans les cas de retours à domicile à la suite d'une hospitalisation liée à une perte d'autonomie.

94. Valoriser les entreprises artisanales du bâtiment titulaires des marques de qualité spécifiques au marché de l'adaptation des logements : HANDIBAT et SILVERBAT.



04 ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : adapter le bâti en mobilisant les entreprises artisanales du bâtiment

RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES : 1RE CAUSE

des indemnisations versées au titre du régime Cat Nat entre 2016-2021 devant les inondations.

500 MILLIARDS D'EUROS

c'est le coût du retrait-gonflement des argiles (RGA) sur les décennies à venir en France estimé par la Caisse Centrale de Réassurance, si le parc de logement n'est pas adapté.

61%

des maisons individuelles exposées soit 12,1 millions de maisons.

Selon une enquête CAPEB auprès des TPE, les aléas climatiques induisent une hausse travaux :

19%

pour anticiper ces aléas, essentiellement des travaux de rafraîchissement, de chauffage et d'isolation.

32%

pour réparer les dégâts causés par les aléas climatiques, essentiellement des travaux de toiture.

Prévenir les effets du changement climatique sur le bâti, notamment le retrait-gonflement des argiles (RGA), en s'appuyant sur les savoir-faire des entreprises artisanales du bâtiment.

95. Instaurer une bonification assurantielle pour les travaux d'adaptation réalisés par les TPE (réduction des primes et/ou des franchises).

96. Financer et solvabiliser les travaux d'adaptation et de prévention aux dommages causés par les aléas climatiques par la mise en place de garanties et ou d'avances pour les chantiers d'adaptation, des prêts bonifiés pour ménages modestes et petits bailleurs ciblés (dans les zones à risque élevé).

97. Intégrer un diagnostic "risques climatiques et usage" lors de moments clés : rénovation lourde, transaction, mise en location.

Répondre aux conséquences locales du changement climatique en mobilisant les TPE du bâtiment.

98. Faciliter et favoriser la mobilisation des TPE du bâtiment locales pour intervenir rapidement après les épisodes climatiques de forte intensité (inondations, feux de forêt, canicules, tempêtes, etc.) afin de sécuriser et remettre en état les logements et les bâtiments sinistrés puis engager d'éventuels travaux plus conséquents.







Le Saviez-vous ?

La CAPEB est à l'origine de l'obligation de réaliser une étude géotechnique de sol avant construction dans les zones exposées au phénomène de retrait-gonflement des argiles, afin de mieux prévenir les risques de fissures et de sinistres liés aux mouvements de terrain.

05 EMPLOI : relever le défi du plein emploi au regard des enjeux de transition écologique et démographique en mobilisant les TPE du bâtiment, leur capacité à créer des emplois locaux, durables et non délocalisables

Repères

Un fort besoin en main d'œuvre dans l'artisanat du bâtiment :

- **France Travail a recensé 166 836 projets de recrutements en 2025 dans le BTP**
- **Entre 170 000 et 250 000 emplois supplémentaires seront nécessaires d'ici 2030 pour réaliser l'ensemble des travaux de rénovation énergétique, selon FranceStratégie**
- **40 000 entreprises seront à reprendre d'ici 2030**
- **Des métiers vecteurs d'épanouissement : 1/3 des entreprises du bâtiment ont embauché un salarié ayant eu recours à une reconversion professionnelle**

À mesure que l'intelligence artificielle transforme l'emploi, les métiers de l'artisanat du bâtiment s'affirment comme des métiers d'avenir, ancrés dans les territoires et difficilement délocalisables ou automatisables.

99. Mettre en place avec l'ensemble des acteurs institutionnels une politique de l'emploi ambitieuse, cohérente et durable, conçue avec et pour les entreprises artisanales du bâtiment.

100. Reconnaître le rôle social et territorial de l'entreprise artisanale : chaque emploi créé dans ce secteur contribue directement à la vitalité des territoires, à l'intégration professionnelle des jeunes et à la stabilité des communautés locales.

06 PATRIMOINE : garantir durablement l'entretien et la restauration du patrimoine en valorisant les savoir-faire des artisans locaux

220 000

bâtiments publics à entretenir et rénover.

45 000

monuments historiques protégés dont la moitié appartiennent aux collectivités locales.

45 000

églises et chapelles, dont la majorité appartient aux communes.

5 000

édifices religieux sont en péril et nécessitent des travaux urgents. Parmi eux, 1600 sont déjà fermés au public pour vétusté et jusqu'à 5 000 pourraient être abandonnés, vendus ou détruits d'ici 2030.

101. Instaurer une programmation budgétaire pluriannuelle ambitieuse pour l'entretien et la restauration du patrimoine bâti et développer les dispositifs de cofinancement avec les collectivités territoriales, notamment le Fonds incitatif pour le patrimoine (FIP), afin de préserver le patrimoine des territoires et les savoir-faire des entreprises artisanales locales.

102. Mobiliser les financements privés en encourageant fiscalement l'entretien et la rénovation du patrimoine bâti existant.

103. Permettre aux bâtis anciens d'être exclus du champ du DPE (CCH, art. R.126-15) au même titre que les Monuments Historiques classés ou inscrits.

104. Valoriser les savoir-faire artisanaux grâce au signe de qualité : Artisans du Patrimoine Bâti.

Le Saviez-vous ?

La CAPEB a signé une convention nationale avec la Cité de l'architecture et du patrimoine. L'objectif est de valoriser le rôle essentiel des artisans dans la conservation et la restauration du bâti ancien.

07 TERRITOIRES ET PROXIMITÉ : soutenir le développement local des territoires en associant les entreprises artisanales

Faire de la commande publique un levier de croissance du tissu économique local en facilitant la participation directe des TPE aux marchés publics.

Les marchés publics ne représentent que 12% du chiffre d'affaires des très petites entreprises du bâtiment. Leur part dans les marchés publics, notamment en accès direct, reste à améliorer pour soutenir le développement local.

105. Garantir la sollicitation prioritaire des entreprises artisanales locales du bâtiment, a minima de 30 % du montant prévisionnel des travaux prévus.

106. Renforcer le recours à l'allotissement fin et systématique des marchés et lutter contre le développement des marchés globaux. Les marchés globaux ne sont pas synonymes de rapidité d'exécution ni de réduction des coûts mais participent à la dégradation du tissu économique local.

107. Faire de la proximité géographique un atout en termes de décarbonation et de maintien du tissu économique local.



108. Prévoir des clauses et critères sociaux et environnementaux adaptés aux entreprises artisanales : Permettre, dans le cadre des clauses sociales, de valoriser leurs apprentis en cours de contrat d'apprentissage, et en tenant compte de l'apprentissage réalisé au cours des 5 dernières années ; Prévoir l'obligation dans les SPASER - Schéma de promotion des achats publics sociale ment et écologiquement responsables - d'indiquer les mesures prises facilitant la candidature et l'accès direct des TPE aux marchés publics.

109. Mettre en place des indicateurs pour mesurer le poids des TPE du bâtiment dans la commande publique et évaluer l'impact de la réglementation prise afin de l'adapter en faveur d'une meilleure participation directe des TPE du bâtiment aux marchés publics.

Outre-mer : prendre pleinement en compte les spécificités des territoires ultramarins pour développer durablement l'activité locale.

110. Renforcer et pérenniser le dispositif LODEOM en adaptant les exonérations de charges sociales aux réalités économiques des entreprises artisanales du bâtiment et en réévaluant régulièrement leurs paramètres afin de soutenir l'emploi local.

111. Garantir un accès équitable à l'assurance pour les entreprises artisanales du bâtiment en Outre-mer en développant une offre assurantielle locale et en mettant fin aux refus de couverture, aux primes prohibitives et aux franchises excessives.

112. Sécuriser les crédits de la Ligne Budgétaire Unique (LBU) afin de soutenir durablement la production et la rénovation de logements sociaux, en garantissant une programmation pluriannuelle concertée avec les acteurs locaux.

113. Adapter les modes constructifs et les matériaux aux réalités géographiques, climatiques et environnementales de chaque territoire ultramarin, en s'appuyant sur les savoir-faire des entreprises artisanales locales.

114. Réduire le coût des matériaux de construction en renforçant la concurrence, en diminuant les surcoûts liés au transport et en facilitant l'approvisionnement des territoires ultramarins dans leur zone régionale.

115. Développer une offre de formation de proximité dans les métiers de l'artisanat du bâtiment, adaptée aux besoins économiques, aux spécificités et aux enjeux de chaque territoire ultramarin.



Alpes 2030 : faire des Jeux olympiques et paralympiques un levier de modernisation du bâti et de dynamisation de l'activité locale.

116. Engager un plan d'accélération de rénovation du parc de logements existants dans les stations alpines par la mobilisation conjointe des collectivités territoriales, de l'État et des TPE locales du bâtiment.

117. Favoriser l'accès direct des TPE aux marchés de la réalisation, de la rénovation et de l'entretien des infrastructures dédiées aux Jeux olympiques et paralympiques Alpes 2030.



08 JEUNESSE ET TRANSMISSION : bâtir une politique ambitieuse des compétences en phase avec les besoins de l'artisanat du bâtiment

Engager un plan national de modernisation de l'enseignement professionnel afin de répondre aux besoins d'emploi des jeunes et de compétences par les entreprises du bâtiment.

118. Garantir à tous les jeunes l'acquisition du socle de connaissances et de compétences nécessaires à l'apprentissage en entreprise et à l'exercice du métier.

119. Repenser l'articulation entre la voie scolaire et la formation en apprentissage et construire des parcours diplômant et professionnalisant différenciés en fonction des besoins et des profils des jeunes par la concertation entre les acteurs régionaux représentants les branches et les pouvoirs publics.

120. Organiser la mutualisation des moyens humains et techniques, les partenariats publics/privés pour optimiser le financement des formations professionnelles en lycée professionnel ou en OFA.

121. Veiller de façon permanente à l'actualisation ou la création des certifications en lien avec l'évolution des métiers. Pour ce faire, continuer de s'appuyer sur les professionnels pour les travaux de révision ou de création des diplômes et titres professionnels, essentiels à la dynamique des compétences et des recrutements dans les entreprises artisanales du bâtiment.

122. Ne pas multiplier les certifications professionnelles mais assouplir leur cadre afin de sécuriser l'acquisition de compétences pour l'exercice d'un métier et diversifier les chemins pédagogiques proposés, ainsi que les publics visés.

123. Faire de la certification un levier structurant des parcours professionnels en renforçant l'attractivité des diplômes d'excellence de l'apprentissage dans le bâtiment, notamment les CAP et les brevets professionnels, et en améliorant l'employabilité des bacheliers professionnels grâce à des contenus de formation mieux ajustés aux besoins des métiers et à la création de parcours de spécialisation post bac en alternance, voire l'obtention de micro-certification.

124. Structurer des passerelles fluides entre formation initiale, apprentissage et reconversion en s'appuyant sur des certifications organisées en blocs de compétences, permettant des parcours progressifs, capitalisables et plus lisibles pour les jeunes comme pour les actifs en évolution professionnelle.

125. Déployer une logique de certifications fondées sur des compétences réellement démontrées, notamment en situation de travail, afin de mieux reconnaître les acquis, de sécuriser les parcours et de soutenir durablement l'emploi, en articulation avec les référentiels métiers, les blocs de compétences et les voies d'accès comme la VAE.



Transformer et simplifier les mécanismes d'orientation pour mieux guider les jeunes et les actifs tout en renforçant l'attractivité des métiers des entreprises artisanales du bâtiment.

126. Construire des dispositifs d'orientation permettant aux jeunes et aux actifs de se projeter plus efficacement dans les parcours professionnels des métiers de l'artisanat du bâtiment, notamment auprès des femmes et jeunes filles.

127. Valoriser les atouts du travail dans une entreprise artisanale du bâtiment au regard des valeurs et attentes des nouvelles générations (Gen Z) : indépendance, innovation, transition écologique, ancrage local, etc.

128. Permettre une orientation tout au long de la vie grâce à des parcours différenciés adaptés et à des dispositifs d'orientation, de formation et de financement plus simples, plus lisibles et plus efficaces.

129. Promouvoir l'entrepreneuriat et une carrière de chef d'entreprise artisanale dans le secteur de l'artisanat du bâtiment.

Repenser le pilotage de la formation professionnelle au bénéfice des jeunes et des entreprises.

130. Défendre la place essentielle des branches professionnelles dans le pilotage des politiques de formation des salariés.

131. Dé-siloter et articuler les dispositifs (financement, orientation, certifications, opérateurs) proposés aux salariés, aux demandeurs d'emploi et reconversions.

132. Réformer le pilotage de l'apprentissage (branches / État / région) par le partage des indicateurs, des outils décisionnels de financement et de priorisation.

133. Réguler le financement de l'apprentissage par la qualité plutôt que par la comptabilité des OFA en s'appuyant sur les priorités des branches professionnelles notamment pour les diplômes structurant comme les CAP ou les brevets professionnels.

134. Garantir un financement public stable et pérenne de la formation initiale, qu'elle soit en apprentissage ou sous statut scolaire, sans substitution par de nouvelles contributions sectorielles.

135. Garantir le respect des prérogatives des partenaires sociaux en matière de formation professionnelle, en assurant leur rôle central dans la gestion des dispositifs et des fonds dédiés.

136. Consolider le rôle essentiel des OPCO, comme leviers des politiques de branche efficaces, en veillant à la pérennisation de leur moyen leur permettant notamment l'accompagnement des entreprises de moins de 50 salariés pour le développement de l'apprentissage et des compétences des salariés.

Chiffres et conjoncture de l'artisanat du bâtiment

01 La force des entreprises artisanales du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés

REPRÉSENTENT

526 100

entreprises artisanales

EMPLOIENT

541 200

salariés, soit 43 % des salariés de la branche

SOIT

96 %

des entreprises du bâtiment ont moins de 10 salariés

DONT

15 %

de femmes

RÉALISENT

105 MILLIARDS €

de chiffre d'affaires soit 48 % du chiffre d'affaires du secteur du bâtiment

FORMENT

59 200

apprentis soit près de 60 % des apprentis du bâtiment

Source : SDES, « Le marché de la construction en France en 2023 ».

L'importance des entreprises artisanales pour le tissu économique local

Retrouvez l'étude de l'Institut Terram **« Très petites entreprises : une force économique pour le développement des territoires »** qui démontre l'importance des TPE pour la vitalité des communes. La CAPEB est membre de l'Institut Terram.



L'importance des entreprises artisanales dans la cohésion sociale des territoires

Retrouvez l'étude de l'Institut Terram **« Artisans et commerçants : fabrique de la cohésion en ruralité »,** qui met en lumière le rôle essentiel des artisans et commerçants dans la vitalité et la cohésion des territoires ruraux. La CAPEB est membre de l'Institut Terram.

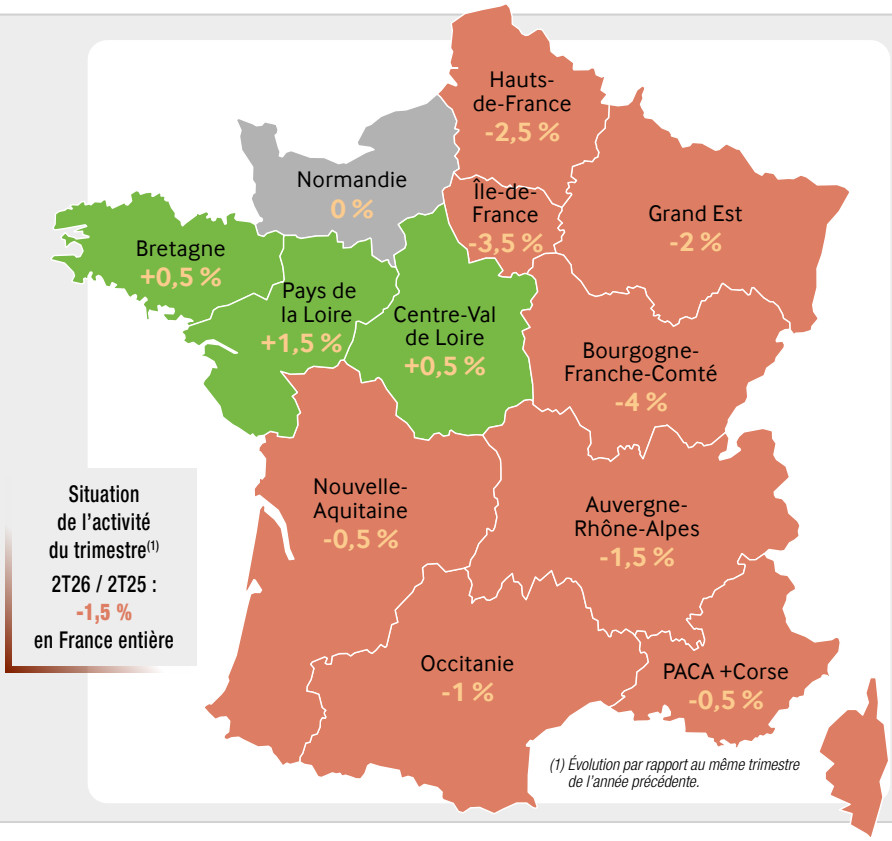


02 L'activité des tpe du bâtiment au 2e trimestre 2026 dans votre région

ACTIVITÉ PAR RÉGION

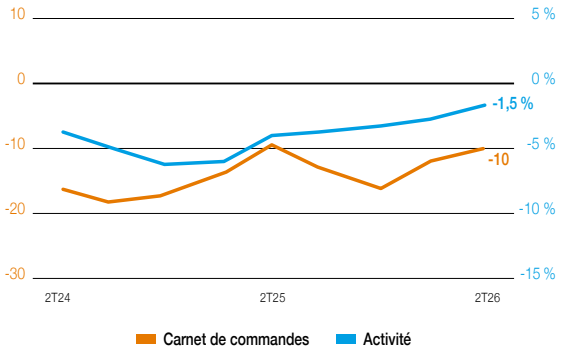
Activité réalisée au 2T2026

Au 2e trimestre 2026, le volume d'activité des entreprises artisanales du bâtiment progresse en glissement annuel dans plusieurs régions. La hausse la plus marquée est enregistrée dans les Pays de la Loire (+1,5 %), devant la Bretagne et le Centre-Val de Loire (+0,5 %). En Normandie, l'activité reste stable, tandis qu'elle demeure orientée à la baisse dans le reste du territoire. Les reculs s'échelonnent entre -4 % en Bourgogne-Franche-Comté et -0,5 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et en Nouvelle Aquitaine.

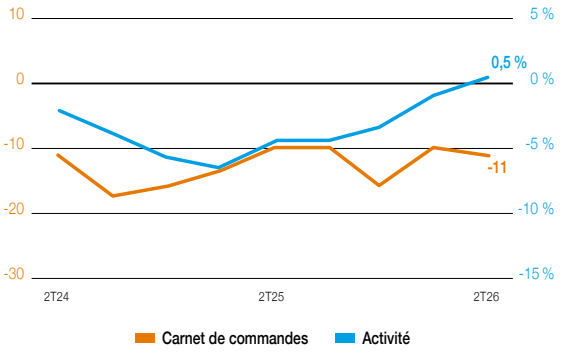


CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

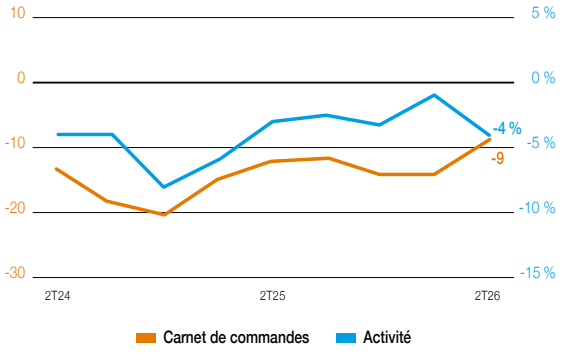
Auvergne-Rhône-Alpes



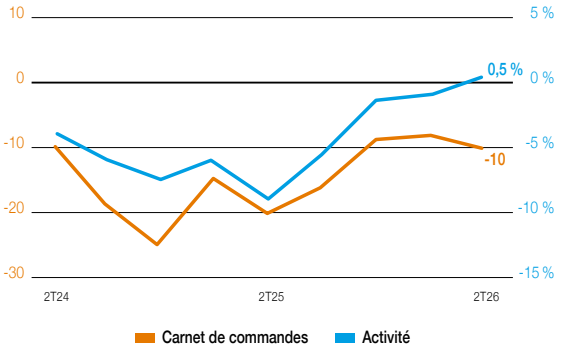
Bretagne



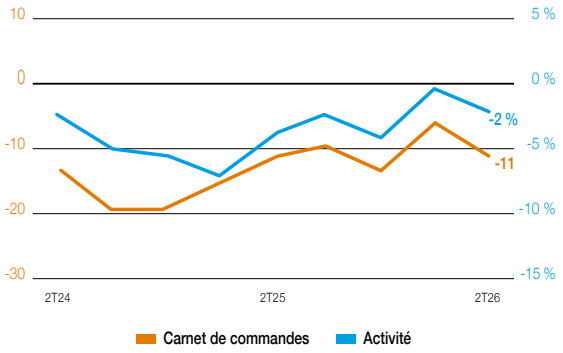
Bourgogne-Franche-Comté



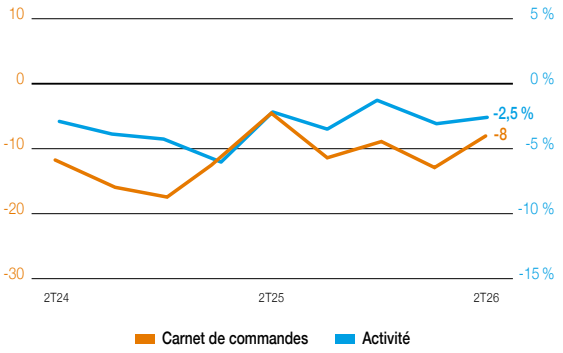
Centre-Val de Loire



Grand Est



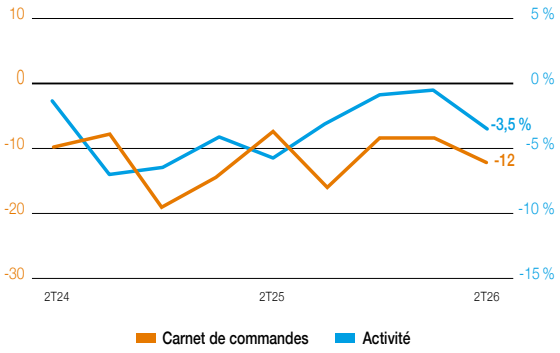
Hauts-de-France



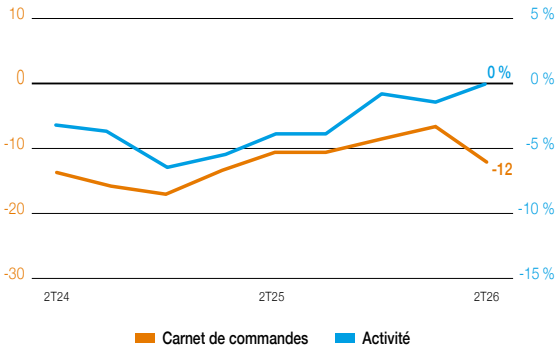
Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

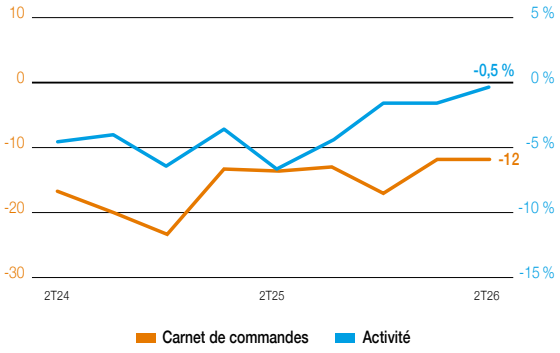
Île-de-France



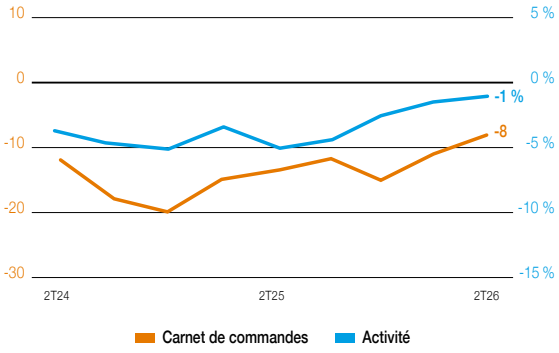
Normandie



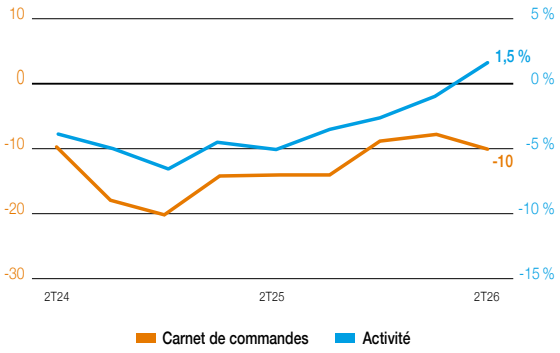
Nouvelle-Aquitaine



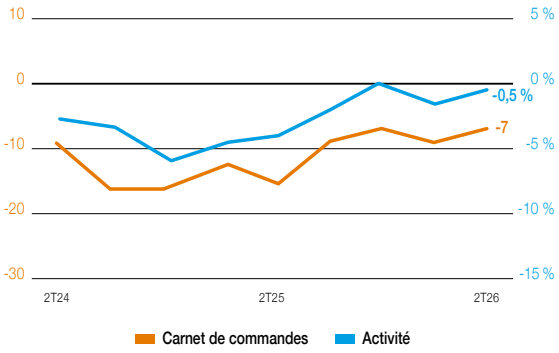
Occitanie



Pays de la Loire



Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

03 La CAPEB : l'organisation patronale représentative des entreprises artisanales du bâtiment

- Avec **62 000 entreprises artisanales adhérentes**, la CAPEB est la première organisation patronale en nombre d'entreprises du bâtiment, mais aussi tous secteurs confondus en France. La CAPEB participe au dialogue social et siège au sein de nombreuses gouvernances d'organismes paritaires : Pro BTP, CCCA-BTP, Constructys…
- La CAPEB représente les entreprises artisanales du bâtiment au niveau interprofessionnel au sein de l'U2P (Union des entreprises de Proximité) et au niveau européen à travers son association European Builders Confederation (EBC).
- La CAPEB accueille les chefs d'entreprises au sein de sections départementales qui sont regroupées au niveau national en 8 familles de Métiers présidées par des chefs d'entreprises artisanales : Métiers de la Couverture et Plomberie-Chauffage, Métiers de la Maçonnerie et Carrelage, Métiers de la Métallerie et Vitrage, Métiers de la Peinture et Décoration, Métiers de l'Électricité, Métiers du Bois, Métiers du Plâtre et Isolation, Métiers de la Pierre.
- La CAPEB anticipe, actualise et valorise les compétences des artisans grâce à sa contribution active à la révision régulière de plus de 150 diplômes et titres dans le cadre des instances dédiées.
- La CAPEB contribue à l'évolution des réglementations techniques du bâtiment par des propositions opérationnelles. La CAPEB participe notamment à la définition des règles de l'art dans tous les métiers de l'artisanat du bâtiment par la rédaction et le suivi de Documents Techniques Unifiés (DTU) pour l'ensemble des professions.
- La CAPEB promeut les métiers et accompagne les entreprises artisanales du bâtiment dans leurs démarches qualité avec des labels et qualifications appropriés à leurs marchés : ECO Artisan sur les économies d'énergies, Handibat et Silverbat sur l'accessibilité des logements, Artisans du Patrimoine Bâti by CAPEB.
- La CAPEB informe les entreprises et les artisans du bâtiment avec son mensuel « le Bâtiment Artisanal » qui compte près de 130 000 lecteurs, son site internet capeb.fr et les réseaux sociaux.

04 La CAPEB : la force d'un réseau de proximité



62 000 adhérents

2 500 artisans élus par leurs pairs

600 collaborateurs

CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment

PLUS FORTS. ENSEMBLE.

CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

Besoin d'un accompagnement ? **Contactez-nous !**

2, rue Béranger - 75003 PARIS

Tél. : 01 53 60 50 00

Mail : capeb@capeb.fr

www.capeb.fr - www.artisans-du-batiment-by-capeb.com

capeb_fr capeb.nationale capeb bycapeb capeb

Crédits photos : CAPEB © Nicolas Ravelli / © Stocklib